



## La SADC approuve le parlement régional

Par Munetsi Madakufamba

**LES LEADERS** de la SADC ont approuvé le très attendu Parlement régional de la SADC, apportant à bord ce qui a longtemps été considéré comme la pièce manquante dans le puzzle de l'intégration régionale.

"Le sommet a approuvé la transformation du Forum parlementaire de la SADC en un Parlement de la SADC, en tant qu'organe consultatif et délibératif", a déclaré la Secrétaire Exécutive sortant de la SADC, la Dr Stergomena Lawrence Tax, en prononçant le communiqué final lors de la session de clôture du 41<sup>e</sup> sommet des chefs d'État et de gouvernement de la SADC, qui s'est tenu à Lilongwe, au Malawi, les 17 et 18 août.

Un Parlement régional de la SADC assurera une plus large participation des citoyens aux affaires régionales. Il facilitera également un débat plus approfondi sur les questions régionales et accélérera ainsi la mise en œuvre des protocoles de la SADC qui doivent être ratifiés et transposés dans la législation nationale.

Cela peut devenir un moteur essentiel de l'intégration et du développement, en comblant le fossé entre les citoyens et les décideurs politiques.

La décision du Sommet est de créer le Parlement de la SADC en tant qu'"organe

consultatif et délibératif" sans pouvoir législatif ou autre autorité contraignante dans un premier temps.

Le parlement régional est censé observer et respecter la souveraineté des États membres de la SADC, tandis qu'en termes opérationnels, il consultera et assurera la liaison avec d'autres institutions et structures de la SADC, telles que le Conseil des ministres, par le biais duquel ses recommandations seront acheminées pour être examinées par le sommet.

En ce qui concerne la relation avec les parlements nationaux, le nouveau parlement régional devrait faciliter la rédaction de lois types, tandis que les anciens continueront à jouer leur rôle législatif dans la transposition des lois régionales ainsi que leur rôle de surveillance de la mise en œuvre effective des programmes et projets exécutifs au niveau national.

Le pouvoir législatif a longtemps été considéré comme le bras manquant des trois bras de la SADC, les deux autres étant le pouvoir exécutif, représenté par le Secrétariat de la SADC dont le siège est à Gaborone, au Botswana, et le pouvoir judiciaire, représenté par le Tribunal, basé à Windhoek, en Namibie.



POLITIQUE	3
CHANGEMENT CLIMATIQUE	4-5
BANQUE	6
COMMERCE	7
SECRETARIAT DE LA SADC	8-9
DEVELOPPEMENT	10
TIC	11
PAIX & SECURITE	12
ELECTIONS	13
MEDIA	14
EVENEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

Le Secrétariat de la SADC a été créé par une décision du Sommet qui s'est tenu à Harare, au Zimbabwe, en 1981 et est opérationnel depuis le 1er juillet 1982.

Le Tribunal a été officiellement créé par une décision du Sommet de 2005 à Gaborone et ses premiers juges ont prêté serment la même année. Il a ensuite été dissous en 2010 et reconstitué en 2012, son mandat se limitant à l'interprétation du traité et des protocoles de la SADC relatifs aux différends entre les États membres.

Ainsi, avec l'Exécutif et le Judiciaire fermement en place, la SADC manquait d'un canal systématique et coordonné pour la voix collective des parlements des États membres dans les forums continentaux et mondiaux, par exemple dans les processus et les délibérations du Parlement panafricain et de l'Union interparlementaire.

Il est largement reconnu que la création du Parlement de la SADC est une étape importante dans le programme d'intégration de la SADC.

Il s'agit d'une étape cruciale qui garantira également l'intégration des opinions des citoyens dans les processus d'élaboration des politiques régionales.

Mais plus important encore, la décision met la SADC en phase avec les autres Communautés économiques régionales (CER) qui disposent de leurs propres assemblées parlementaires régionales.

Parmi les autres parlements régionaux africains figurent le

Parlement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Assemblée législative de l'Afrique de l'Est (EALA), l'Union interparlementaire des États membres de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (UIP-IGAD) pour la Corne de l'Afrique, et le Réseau des parlementaires de la Communauté économique de l'Afrique centrale (CEMAC).

Les premières étapes historiques vers la création d'un parlement régional ont été franchies lors d'un sommet de la SADC en 1997 à Blantyre, au Malawi, lorsque la décision de former le Forum parlementaire (FP) de la SADC a été prise pour "constituer une Assemblée parlementaire consultative, l'objectif ultime étant la création d'un cadre parlementaire régional pour le dialogue sur les questions d'intérêt et de préoccupation régionales".

Le Forum parlementaire de la SADC a été créé en tant qu'institution autonome de la SADC pour faire valoir les expériences régionales au niveau national et pour promouvoir les meilleures pratiques dans le rôle des parlements dans la coopération et l'intégration régionales.

Il compte actuellement 15 parlements membres représentant plus de 3 500 parlementaires dans la région de la SADC.

Les parlements membres sont l'Angola, le Botswana, la République démocratique du Congo (RDC), l'Eswatini, le

Lesotho, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud, les Seychelles, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

Cependant, le Forum parlementaire de la SADC n'a pas fonctionné comme une institution parlementaire mais plutôt comme une association de parlements, s'acquittant de son mandat principalement par l'organisation de conférences, d'ateliers et de séminaires. Jusqu'à cette décision, il avait lutté pour que son mandat soit transformé en un parlement régional.

La dernière décision du Sommet est intervenue à la suite d'une mission de lobbying prolongée menée par certains présidents de parlements nationaux qui ont vu clairement la vision de la transformation du Forum parlementaire de la SADC en un parlement régional. Les missions de lobbying visaient principalement à établir un consensus régional sur la nécessité d'un Parlement de la SADC et à accélérer le processus.

"Nous sommes ravis de voir enfin se concrétiser les fruits de notre long travail pour la revalorisation de notre statut", a déclaré la Secrétaire générale du Forum parlementaire de la SADC, Boemo Segkoma, en réaction à la décision historique du Sommet de Lilongwe.

Elle a ajouté : "Le Secrétariat du Forum parlementaire de la SADC est prêt à travailler avec nos collègues du Secrétariat de la SADC pour mettre en œuvre la feuille de route que nous

proposons pour transformer le Forum en un Parlement régional."

Selon un communiqué du Forum parlementaire de la SADC, le sommet a également approuvé une feuille de route qui décrit les étapes à entreprendre pour créer le corps législatif régional, y compris l'amendement du traité de la SADC et l'adoption du protocole portant création du corps législatif régional.

"Afin d'accélérer le processus de transformation, le Sommet a demandé au Secrétariat de la SADC, en collaboration avec le Secrétariat du Forum parlementaire de la SADC, d'entamer l'amendement du Traité de la SADC en vue de reconnaître le Parlement de la SADC comme l'une des institutions de la SADC en vertu de l'article 9(1), à examiner par le Conseil lors de sa prochaine réunion en mars 2022, puis par le Sommet en août 2022", indique une déclaration du Forum parlementaire de la SADC.

En outre, le Sommet a demandé aux deux Secrétariats de commencer le processus de rédaction d'un protocole portant création du Parlement de la SADC. Les détails de la composition, des pouvoirs, des fonctions, des procédures et d'autres questions connexes du parlement régional devraient être prescrits dans le protocole qui sera bientôt examiné pour adoption par le Sommet.

Le siège actuel du Forum parlementaire de la SADC à Windhoek devrait servir de siège au Parlement régional de la SADC. [sardc.net](http://sardc.net) □



## La SADC prend des décisions sur l'intégration et la sécurité

La SADC a pris des décisions d'une grande portée visant à approfondir l'intégration et à promouvoir le développement durable par l'industrialisation, tout en garantissant le maintien de la paix et de la sécurité dans la région.

Ces mesures sont contenues dans un communiqué publié peu après le 41e sommet de la SADC qui s'est tenu à Lilongwe, au Malawi, les 17 et 18 août.

Conformément à l'agenda de l'industrialisation, le sommet a adopté le thème "Renforcer les capacités productives face à la pandémie de la COVID-19, pour une transformation économique et industrielle inclusive et durable".

"Ce thème fait avancer la mise en œuvre de la stratégie et de la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC 2015-2063 en mettant l'accent sur le renforcement des capacités productives régionales", a déclaré la Secrétaire Exécutive de la SADC, la Dr Stergomena Lawrence Tax, en lisant le communiqué.

Dans le cadre de la stratégie et de la feuille de route pour l'industrialisation, la SADC vise à accroître les investissements et la diversification afin de stimuler les performances de son secteur manufacturier pour produire et vendre davantage de produits transformés.

L'objectif est de doubler la part des produits manufacturés que la région produit et vend pour atteindre 30 % de son produit intérieur brut (PIB) d'ici 2030 et 40 % d'ici 2050.

Toutefois, pour favoriser le programme de croissance et de développement de la région, la SADC a déclaré que la paix et la sécurité étaient la pierre angulaire.

À cette fin, le 41e sommet a approuvé un plan d'action pour la mise en œuvre d'un rapport sur les menaces pour la sécurité et a exhorté les États membres à mettre en œuvre les interventions contenues dans le plan.

Les leaders ont également reçu une mise à jour sur la situation sécuritaire dans la province de Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique, et ont félicité les États membres de la SADC pour avoir promis du personnel et apporté un soutien financier au déploiement de la force en attente de la SADC au Mozambique.

À cet égard, le sommet a noté qu'un accord modifiant le protocole de la SADC sur le contrôle des armes à feu, des munitions et autres matériels connexes, ainsi qu'un accord concernant le statut de la force en attente de la SADC et de ses composantes déployées dans la région pour la formation, les opérations de soutien de la paix, les exercices et l'aide humanitaire, seraient signés par les États membres.

"Certains États membres ont déjà signé les accords lors de ce sommet", a déclaré la Dr Tax. Dans le cadre de son objectif de garantir la sécurité et la paix dans la région, le Sommet a félicité la République-Unie de Tanzanie d'avoir proposé d'accueillir le Centre régional de lutte contre le terrorisme, qui offrira des services consultatifs spécialisés et stratégiques sur les menaces terroristes.

Le Sommet a également reçu un aperçu socio-économique de la région, la sécurité alimentaire et nutritionnelle régionale, le genre et le développement, le VIH et le SIDA, et la mise en œuvre du thème du 40ème Sommet.

Le thème du 40e sommet, "La SADC à 40 ans, renforcer la paix et la sécurité, promouvoir le développement et la résilience face aux défis mondiaux", a été mis en œuvre sous la direction du président sortant de la SADC, le président Filipe Jacinto Nyusi du Mozambique.

Les leaders ont réaffirmé la position de la région sur la création d'une banque centrale et d'une union monétaire de la SADC en tant qu'objectif à long terme à condition de remplir

des conditions préalables, notamment l'harmonisation des politiques fiscales et monétaires des pays de la SADC et une plus grande convergence des systèmes bancaires.

En ce qui concerne l'Union africaine (UA), le sommet a exprimé ses préoccupations et s'est opposé à la décision unilatérale prise par la Commission de l'Union africaine en juillet 2021 d'accorder à l'État d'Israël le statut d'observateur auprès de l'UA.

La SADC a appelé au respect des principes de droit international et de toutes les résolutions pertinentes des Nations unies appelant à la création d'un État palestinien basé sur les frontières de juin 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale en application de la solution à deux États.

Le Sommet a réitéré son appel à la levée inconditionnelle des sanctions imposées au Zimbabwe, et s'est engagé à soutenir le pays dans ses efforts pour promouvoir le développement durable.

Lors de son 39e sommet, qui s'est tenu en Tanzanie, les leaders de la SADC ont déclaré le 25 octobre "comme la date à laquelle les États membres de la SADC peuvent exprimer collectivement leur désapprobation des sanctions par le biais de diverses activités

et plateformes jusqu'à ce que les sanctions soient levées".

Le 41e sommet a élu le président Lazarus Chakwera du Malawi à la présidence de la SADC et le président Félix Tshisekedi de la RDC à la vice-présidence.

Le président Cyril Ramaphosa a été élu président de l'Organe de coopération en matière de politique, de défense et de sécurité, et le président Hage Geingob de Namibie sera le prochain président de cet organe.

Le sommet a nommé un nouveau Secrétaire Exécutif de la SADC pour remplacer la Dr Stergomena Lawrence Tax de la République-Unie de Tanzanie, qui a été nommé en 2013 et a terminé deux mandats de quatre ans.

Le nouveau Secrétaire Exécutif est Elias Mpedi Magosi, du Botswana.

La Dr Tax a été félicitée pour "avoir servi l'Organisation de manière professionnelle, diligente et avec un haut niveau de compétence."

En tant que nouveau président de la SADC, le président Chakwera a déclaré que "les résolutions historiques du sommet sont l'élan dont nous avons besoin pour mener à bien le programme d'intégration régionale de la SADC et relever les nombreux défis auxquels nous sommes confrontés. □

### Début des consultations sur la loi type de la SADC sur la VBG

LE FORUM parlementaire de la SADC a entamé des consultations en vue de l'élaboration d'une loi type de la SADC sur la violence basée sur le genre (VBG).

La loi type sur la VBG sera un outil utile pour la SADC car elle encouragera les législatures nationales à promulguer des lois sur la VBG là où elles n'existent pas, ou à réviser ces lois là où elles existent et à s'assurer de leur conformité avec cette loi type et avec les cadres régionaux et internationaux des droits de l'homme.

Elle fournira également aux analystes politiques, aux législateurs et aux responsables de la mise en œuvre au niveau national un point de repère sur les meilleures pratiques.

Le processus proposé de rédaction d'une loi type de la SADC sur la VBG est une réponse aux lacunes actuelles de la législation sur la VBG et au déficit chronique de mise en œuvre dans la région. □



# La SADC doit parler d'une seule voix sur le chang

Par Neto Nengomasha

**LE NOUVEAU** président de la SADC a exhorté les États membres à parler d'une seule voix et à utiliser une stratégie commune pour faire face aux impacts du changement climatique.

Le président Lazarus Chakwera du Malawi l'a souligné dans ses remarques au sommet des chefs d'État et de gouvernement de la SADC qui s'est tenu à Lilongwe les 17 et 18 août.

Le président Chakwera a déclaré que la COVID-19 a exacerbé les effets du changement climatique, qui est à l'origine de nombreuses catastrophes dans la région et menace d'annuler les acquis du développement.



Il a déclaré que les impacts climatiques inhabituels ont fait des milliers de victimes, déplacé des communautés et entravé le développement des infrastructures, ainsi que les efforts régionaux pour éradiquer la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

"J'exhorte donc les États membres à employer une stratégie commune pour faire face à ces impacts et à parler d'une seule voix, en particulier à l'approche de

la 26e session de la Conférence des Parties (COP 26) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques."

Le sommet de la COP26, prévu en novembre de cette année à Glasgow, en Écosse, devrait permettre d'accélérer la réalisation des objectifs de l'accord de Paris et de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

Ce sommet intervient après la publication en août du Rapport de synthèse sur l'état de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de la vulnérabilité en Afrique australe 2021, qui indique la possibilité d'une insécurité alimentaire et nutritionnelle généralisée dans la région.

Le rapport indique que cette année, dans les 10 États membres de la SADC qui ont soumis des données, on estime que 47,6 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire, ce qui représente une augmentation de 5,5 % par rapport à l'année dernière.

Bien que des précipitations favorables aient permis d'améliorer la production de céréales et de bétail dans la majeure partie de la région, la saison des pluies supérieure à la moyenne a été couplée à une activité cyclonique destructrice, cinq de ces systèmes météorologiques ayant touché terre.

En janvier 2021, de vastes étendues de terres cultivées ont été inondées par le cyclone tropical Eloïse au Mozambique, qui a touché des parties de l'Eswatini, de Madagascar, de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe.

Les provinces du centre et du sud du Mozambique ont

également été touchées par le cyclone tropical Guambe au début du mois de février. Fin décembre 2020, la tempête tropicale Chalane a provoqué quelques inondations au Mozambique.

On estime que ces tempêtes ont touché plus de 500 000 personnes et endommagé 220 000 hectares de terres agricoles, tandis que certains États membres ont également connu des périodes de sécheresse prolongées localisées, notamment l'Angola, la République démocratique du Congo, la Namibie, Madagascar et le Mozambique.

Le rapport indique en outre que même avec une production suffisante, la baisse ou la perte de revenus due à la COVID-19 a entraîné une réduction du pouvoir d'achat des ménages. Les confinements ont également provoqué une réduction catastrophique de sept pour cent du produit intérieur brut régional.

La région de la SADC a déjà subi des catastrophes similaires qui ont eu un impact négatif sur la sécurité alimentaire et les

moyens de subsistance, et de nombreuses vies ont été perdues.

Entre janvier et avril 2019, l'Afrique australe a été confrontée à plusieurs phénomènes météorologiques tels que les cyclones tropicaux Desmond, Iday et Kenneth, qui ont provoqué d'importantes inondations dans l'Union des Comores, à Madagascar, au Malawi, au Mozambique, en République-Unie de Tanzanie et au Zimbabwe.

Le cyclone Iday, considéré comme l'une des pires tempêtes tropicales à avoir jamais touché l'Afrique et l'hémisphère sud, a fait des centaines de victimes et laissé une traînée de destruction, notamment de graves dommages aux infrastructures essentielles telles que les routes, les ponts, les écoles et les cliniques.

Plus de 800 000 hectares de terres cultivées ainsi que des récoltes et des stocks de semences ont été détruits par le cyclone, tandis que quelque 3,3 millions de personnes ont eu besoin d'une aide humanitaire immédiate telle que de la nourriture, des abris, des vêtements, de l'eau potable, des installations sanitaires et un soutien médical. □

## La Tanzanie accueillera l'Association météorologique d'Afrique australe

**LES ÉTATS MEMBRES** de la SADC ont accepté l'offre de la République-Unie de Tanzanie d'accueillir le secrétariat de l'Association météorologique d'Afrique australe.

C'est l'un des principaux résultats de la réunion tenue par les ministres de la SADC chargés des transports, des technologies de l'information et de la

communication et de la météorologie, le 9 juillet, pour discuter de diverses questions sectorielles relatives aux infrastructures et au développement, afin de soutenir l'intégration régionale et le programme de développement.

La décision a été également confirmée par le 41e sommet de la SADC qui s'est

# Changement climatique



tenu en août à Lilongwe, au Malawi.

L'Association météorologique d'Afrique australe (MASA) a été créée pour promouvoir le développement, la mise en place et le fonctionnement de services météorologiques efficaces, abordables et accessibles dans la région de la SADC.

L'Association a été créée dans le cadre de la coopération envisagée dans le protocole de la SADC sur le transport, les communications et la météorologie, entré en vigueur en juillet 1998.

La MASA est composée des Services Météorologiques et Hydrologiques Nationaux (NMHS) de la région, et remplace le Comité Sous-Sectoriel de Météorologie qui existait depuis 1999.

Les discussions entre les services météorologiques nationaux ont commencé en 2006 et la formation de la MASA a été approuvée à Gaborone, au Botswana, lors de la réunion des ministres des transports de la SADC en octobre 2007.

La constitution de la MASA a été signée par neuf pays en mai 2009 à Swakopmund, en Namibie, avant la réunion des ministres de la SADC chargés des transports et de la météorologie.

Ayant atteint le quorum requis de signataires, la MASA est

devenue opérationnelle, le secrétariat intérimaire étant institutionnalisé au sein du service météorologique sud-africain à Pretoria.

La création de la MASA s'inscrit dans le contexte du rôle important que jouent les services météorologiques dans le développement socio-économique des pays de la SADC, la protection des vies et des biens et la protection durable de l'environnement.

Les ministres présents à cette réunion ont également appelé au renforcement de la coopération entre la SADC et l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et ont encouragé les États membres à collaborer avec l'OMM pour améliorer la prestation des services météorologiques et hydrologiques nationaux afin de mieux servir la société et les besoins socio-économiques.

Cette évolution s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par la SADC pour se préparer à l'ère post-pandémique et pour mettre en œuvre la Vision 2050 de la SADC et le Plan indicatif régional de développement stratégique (RISDP) 2020-30.

En ce qui concerne le changement climatique, la Vision 2050 de la SADC vise à renforcer la résilience au changement

climatique et à améliorer la gestion des risques de catastrophe dans la région, tandis que le RISDP 2020-30 met l'accent sur la résilience et la nécessité de renforcer les mesures d'adaptation et d'atténuation du climat.

L'accueil de la MASA par la République-Unie de Tanzanie est donc un développement bienvenu à un moment où l'Afrique australe continue à faire face à une série de vulnérabilités émanant du changement climatique. □

## Les prévisions et projections météorologiques régionales seront bientôt publiées

**LES PRÉVISIONS** météorologiques régionales pour la saison agricole 2021/22 seront publiées fin août. Selon le Centre de services climatiques (CSC) de la SADC, qui est mandaté pour produire ces prévisions, le 25e Forum sur les perspectives climatiques en Afrique australe (SARCOF-25) se tiendra les 30 et 31 août. Cette prévision saisonnière vise à renforcer la contribution des services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN) à l'alerte précoce et à la préparation aux catastrophes, en utilisant des informations sur les principaux facteurs climatiques tels que le signal ENSO.

À cet égard, les résultats attendus de SARCOF-25 sont les suivants :

- Développer et publier les perspectives climatiques saisonnières de la région pour des sous-saisons de trois mois qui se chevauchent, à savoir - octobre-novembre-décembre 2021 et janvier-février-mars 2022 ;
- Renforcer les produits au niveau national ;
- Donner des conseils sur l'évolution/développement de l'oscillation El Niño- Southern (ENSO), et ses impacts potentiels ; et
- Production d'un bulletin/note d'alerte précoce.

Les prévisions SARCOF sont indicatives et ne sont pertinentes que pour des échelles de temps saisonnières (chevauchement de trois mois) et des zones relativement vastes. Elles peuvent ne pas tenir compte de tous les facteurs qui influencent la variabilité climatique régionale et nationale, comme les variations locales et mensuelles.

Par conséquent, il est conseillé aux utilisateurs de contacter leurs services météorologiques et hydrologiques nationaux pour l'interprétation des perspectives et pour obtenir des conseils et des mises à jour supplémentaires. □



## La SADC envisage une banque centrale régionale

Par Clarkson Mambo

**LA SADC APPRECIÉ** le rôle d'un système bancaire fort et stable en tant qu'épine dorsale d'une économie régionale efficace, capable de faciliter une croissance conforme à sa vision à long terme. À cet égard, la région a mis en place un objectif ambitieux de création de la Banque centrale de la SADC ainsi que d'une Union monétaire.

Les banques centrales jouent un rôle essentiel dans toute économie, qui ne se limite pas à être le banquier, l'agent et le conseiller des gouvernements, mais aussi le gardien des réserves de trésorerie et des soldes étrangers, le prêteur en dernier ressort, le contrôleur du crédit et le protecteur des fonds des déposants.

D'autre part, une Union monétaire est le lieu où deux ou plusieurs pays parviennent à une convergence macroéconomique, à des systèmes de taux de change stables et harmonisés, libéralisant ainsi leurs transactions de capitaux et de comptes courants, adoptant une approche orientée vers le marché pour la conduite de la politique monétaire.

Selon la publication du 40<sup>e</sup> anniversaire de la SADC intitulée : Les 40 ans de la SADC: Renforcer la Coopération et l'Intégration Régionales, la région avait espéré avoir une Union monétaire d'ici 2016, mais divers défis ont bloqué le développement.

Pour faciliter ce jalon ainsi que pour développer un système bancaire intégré qui facilitera le commerce entre les États membres et avec le reste de la communauté mondiale, la SADC a développé son Protocole sur la finance et l'investissement qui est entré en vigueur en 2010.

Le protocole vise à faciliter l'harmonisation des politiques financières et d'investissement des États parties, conformément aux objectifs de la SADC, et à faire en sorte que les modifications apportées aux politiques

financières et d'investissement par un État ne nécessitent pas d'ajustements indésirables dans les autres États parties.

Conformément à cette vision, le 41<sup>e</sup> sommet de la SADC, qui s'est tenu au Malawi les 17 et 18 août, a déclaré qu'il était essentiel que la région intensifie ses efforts pour créer une banque centrale de la SADC et une union monétaire.

"Le sommet a réaffirmé la position de la SADC selon laquelle la création de la Banque centrale et de l'Union monétaire de la SADC, en tant qu'objectif à long terme, doit être subordonnée à la satisfaction de conditions préalables, notamment l'harmonisation des politiques fiscales et monétaires des pays de la SADC et une plus grande convergence des systèmes bancaires", peut-on lire dans le communiqué publié peu après le sommet annuel.

"À cet égard, l'Institut monétaire africain et la Banque centrale africaine devraient être des objectifs à long terme."

Des études montrent que des accords financiers et monétaires similaires dans la région, notamment au sein de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU), donnent des résultats et facilitent les échanges entre les membres.

La SACU est composée de cinq États membres de la SADC qui ont réussi à harmoniser leur système bancaire : le Botswana, l'Eswatini, le Lesotho, la Namibie et l'Afrique du Sud.

Le Comité des gouverneurs des banques centrales de la SADC (CCBG) et l'Association bancaire de la SADC ont été créés respectivement en 1995 et 1998 dans le cadre des travaux préparatoires de la banque centrale régionale.

Composé des gouverneurs des banques centrales de chaque État membre de la SADC, le Comité est chargé de promouvoir le développement des institutions et des marchés financiers par la coopération et le consensus sur les politiques financières, d'investissement et de change.

Le gouverneur de la banque de Réserve de l'Afrique du Sud préside le CCBG et abrite le secrétariat du CCBG.

Une loi type sur les banques centrales a déjà été mise en place pour être adoptée par les États membres, fixant des normes qui faciliteront une harmonisation future dans le cadre de la création d'une banque centrale régionale de la SADC.

D'autre part, l'Association bancaire de la SADC, qui travaille en étroite collaboration avec le CCBG, coordonne les activités bancaires transfrontalières de ses membres, influence les politiques, interagit avec les parties prenantes et lance des projets qui peuvent contribuer à des politiques bancaires et d'investissement durables dans la région de la SADC. □

## Vers l'intégration financière

**DES PROGRÈS** notables ont été enregistrés en matière d'intégration et d'inclusion financières dans la région, a déclaré la Secrétaire Exécutive sortant de la SADC, la Dr Stergomena Lawrence Tax, lors du 41<sup>e</sup> sommet de la SADC.

Elle a déclaré que l'introduction du système de règlement brut en temps réel de la SADC (SADC-RTGS) a réduit les coûts de transaction et supprimé le besoin de banques correspondantes. En juin 2021, un total de 83 banques participantes de 15 États membres de la SADC, à l'exception du plus récent membre, l'Union des Comores, étaient reliées électroniquement pour effectuer des paiements et des règlements transfrontaliers en temps réel.

"De juillet 2019 à juin 2021, le nombre total de transactions réglées a atteint 591,38 milliards de dollars américains", a déclaré Dr Tax.

Le SADC-RTGS, qui a été mis en service le 22 juillet 2013, est un système de règlement interbancaire automatisé géré par la banque de Réserve de l'Afrique du Sud. □





# La SADC va utiliser les opportunités commerciales africaines

**LES ÉTATS MEMBRES** de la SADC sont prêts à utiliser les opportunités offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine pour stimuler l'industrialisation et la production agricole de la région.

C'est ce qu'a déclaré le président Lazarus Chakwera du Malawi dans son discours d'acceptation après avoir pris la présidence de la SADC lors du 41e sommet des chefs d'État et de gouvernement de la SADC à Lilongwe.

Il a déclaré que la région disposait déjà des outils adéquats pour atteindre ses objectifs, notamment de vastes ressources minérales et une base solide de capital humain.

"La zone de libre-échange continentale africaine a offert à la SADC la possibilité de devenir le grenier à blé et le panier d'exportation de l'Afrique. Nous devons saisir l'occasion et mettre pleinement en œuvre la stratégie et la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC, la politique agricole régionale de la SADC et le plan directeur de développement des infrastructures régionales de la SADC, entre autres", a déclaré le président Chakwera.

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), qui est devenue opérationnelle en janvier 2021, est un marché élargi qui rassemble les 55 États membres de l'Union africaine (UA).

Elle couvre un marché de plus de 1,2 milliard de personnes et un produit intérieur brut (PIB) combiné de plus de 3,4 mille milliards de dollars.

La ZLECAf s'appuie sur les autres ZLE du continent, telles que la ZLE de la SADC et la ZLET impliquant le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté d'Afrique de l'Est et la SADC.

L'opérationnalisation de la ZLECAf a la capacité de changer le paysage économique mondial et de stimuler le commerce intra régional à travers le continent.

En fait, la création d'un marché intégré en Afrique est l'une des initiatives visant à débarrasser le continent des vestiges restants de la colonisation et de l'apartheid qui ont vu les pays

africains commercer plus avec le monde extérieur qu'entre eux.

Selon l'UA, la ZLECAf, lorsqu'elle sera pleinement opérationnelle, devrait augmenter le commerce intra régional africain de 10 pour cent actuellement à environ 40 pour cent.

Par exemple, lorsque la SADC a atteint le statut de ZLE en 2008, le commerce intra régional en Afrique australe est passé de 89,3 millions de dollars US en 2001 à 394 millions de dollars US en 2012, soit une augmentation de 341% sur une période de 11 ans.

En outre, les consommateurs de la région obtiennent désormais de meilleurs produits à des prix plus bas en raison de l'augmentation de la production, tandis que les producteurs profitent d'un commerce sans droits de douane pour tous les produits originaires de la région.

À cet égard, la ZLECAf vise à promouvoir la circulation harmonieuse des biens et des services à travers les frontières, et à permettre aux pays membres d'harmoniser les politiques

commerciales régionales pour promouvoir l'égalité de la concurrence et l'accroissement des échanges.

La ZLECAf aidera également à résoudre certains des défis liés aux adhésions multiples et se chevauchant et à accélérer le processus d'intégration régionale et continentale.

La plupart des pays africains appartiennent à plus d'une communauté économique régionale, une situation qui n'est pas idéale et pourrait entraver les progrès de l'intégration en Afrique.

Par conséquent, résoudre les problèmes de chevauchement d'appartenance a la capacité d'accélérer le rythme de l'intégration en Afrique.

La création de la ZLECAf est l'un des projets ou initiatives phares l'Agenda 2063 de l'Union africaine - L'Afrique que nous voulons, qui est une vision continentale et un cadre stratégique adoptés en 2013 pour optimiser l'utilisation des ressources du continent dans l'intérêt de tous les Africains. □

## Suivi de la mise en œuvre du protocole sur l'industrie

**LES ÉTATS MEMBRES** de la SADC devraient signer et ratifier le protocole sur l'industrie afin de garantir une mise en œuvre harmonieuse de la stratégie et de la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC.

L'industrialisation est une priorité absolue pour l'Afrique australe, et la stratégie et la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC qui ont été adoptées en mars 2015 à Harare, au Zimbabwe, visent à accélérer la croissance économique grâce au développement industriel.

Le protocole de la SADC sur l'industrie, qui a été approuvé par le 39e

sommet de la SADC en août 2019 à Dar es Salaam, en République-Unie de Tanzanie, vise à renforcer les économies des États membres grâce au développement industriel.

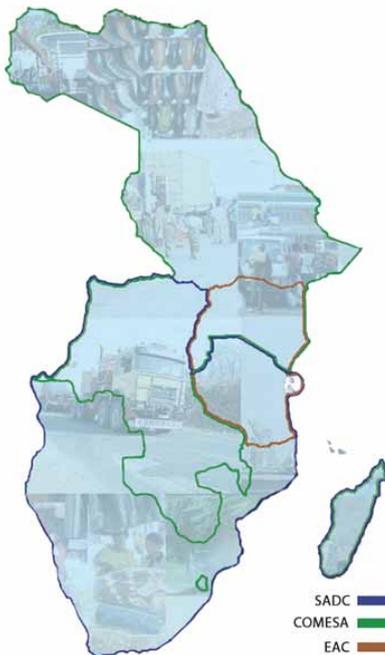
Le protocole est un instrument contraignant qui donne un effet juridique à la stratégie et à la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC et cherche à assurer une coordination, un suivi et une évaluation adéquats de la mise en œuvre.

En juillet 2021, le protocole avait été signé par 13 pays, mais seules les Seychelles l'avaient ratifié, selon le secrétariat de la SADC.

L'Afrique du Sud, la République démocratique du Congo et la Zambie n'ont pas encore signé le protocole.

À cet égard, le groupe de travail ministériel sur l'intégration régionale (MTF) et le comité des ministres du commerce (CMT) de la SADC, qui se sont réunis en juillet, ont exhorté les États membres à signer et à ratifier le protocole de toute urgence afin que la région puisse exploiter son potentiel industriel.

"Les États membres de la SADC devraient s'attaquer à la lenteur de la ratification du protocole sur l'industrie", indique un communiqué publié à l'issue de la réunion, ajoutant que "l'environnement politique pour le développement industriel et la valeur ajoutée devait être amélioré afin de faciliter l'augmentation des investissements industriels au niveau des États membres." □



SADC  
COMESA  
EAC

# Nouveau Secrétaire Exécutif de la SADC

**SON EXCELLENCE** Elias Mpedi Magosi est le nouveau Secrétaire exécutif de la SADC, chargé de mettre en œuvre le programme d'intégration régionale de 16 États membres en Afrique australe.

Il a été nommé par le 41<sup>e</sup> sommet des chefs d'État et de gouvernement de la SADC qui s'est réuni les 17 et 18 août à Lilongwe, au Malawi. Il a prêté serment en tant que 7<sup>ème</sup> Secrétaire exécutif de la SADC et prend ses fonctions le 1<sup>er</sup> septembre.

Il succède au Dr Stergomena Lawrence Tax de la République-Unie de Tanzanie, qui a été à la tête du secrétariat de la SADC pendant deux mandats, depuis août 2013.

Le secrétaire exécutif dirige le secrétariat de la SADC et oriente le cap fixé par les leaders de la SADC. Il est responsable de la planification stratégique, de la coordination et de la gestion des programmes, guidés par la Vision 2050 et le plan indicatif régional de développement stratégique (2020-2030).

Son Excellence Magosi a une bonne compréhension de la coordination et du fonctionnement des gouvernements, et des liens efficaces avec les niveaux politiques, le secteur privé et les institutions universitaires, y compris la coopération et la coordination régionales.

Il a plus de 30 ans d'expérience dans l'amélioration des performances et des processus à grande échelle, la gestion stratégique, la gestion des ressources humaines et la gestion du changement dans les secteurs public, parapublic et privé. Il possède une solide expérience en matière de conception organisationnelle efficace, de planification et de budgétisation, et de gestion de projets, ainsi que de très bonnes compétences en matière de communication, de facilitation, de développement et de gestion d'équipe, de réflexion stratégique, de négociation, de plaidoyer et de conseil de haut niveau.

Son Excellence Magosi a commencé sa carrière dans la fonction publique en tant qu'analyste de gestion au sein de la direction de la gestion du service public du Botswana en 1989 et a gravi les échelons pour devenir secrétaire général dans différents ministères avant d'être nommé secrétaire général à la Présidence en février 2020, devenant ainsi le chef de la fonction publique du Botswana. À ce titre, il a coordonné et facilité les liens entre les ministères et les organismes parapublics pour qu'ils s'acquittent de leurs obligations nationales et internationales, et a fourni des conseils au président, au vice-président, au gouvernement, aux secrétaires généraux, au secteur privé et aux organismes régionaux.

Le nouveau Secrétaire Exécutif de la SADC a prêté serment en présence des chefs d'État et de gouvernement lors du 41<sup>e</sup> sommet de la SADC, s'engageant à "remplir mes fonctions et à exercer mes pouvoirs de manière honorable, loyale, impartiale et indépendante, au mieux de mes connaissances et de mes capacités".

Le chef du pouvoir judiciaire du Malawi, le juge en chef Andrew Nyirenda, a fait prêter serment.

Son Excellence Magosi dirigera l'organisation régionale jusqu'en 2025 et dispose d'une option de prolongation pour un second mandat de quatre ans, sur approbation du Sommet. Il devient le 7<sup>ème</sup> Secrétaire exécutif de la SADC depuis sa création en 1980. (Voir le tableau présentant les secrétaires exécutifs et les adjoints de la SADC)

Le gouvernement du Botswana a déclaré qu'il "possède une riche expérience et les compétences requises en matière de leadership, acquises dans le cadre de la gestion exécutive dans les secteurs public et privé, ainsi qu'au sein d'organisations internationales. M. Magosi possède une compréhension et une connaissance approfondies des rouages de la SADC".

Il est titulaire d'une licence en économie/statistique de l'université du Botswana, d'un diplôme en services de gestion de l'université de Bolton au Royaume-Uni et d'une maîtrise en développement organisationnel de la Bowling Green State University aux États-Unis.



En souhaitant la bienvenue au nouveau Secrétaire Exécutif, le président de la SADC, le président Lazarus Chakwera du Malawi, a déclaré : "Nous sommes impatients de travailler en étroite collaboration avec vous pendant notre mandat de président de la SADC et au-delà, dans la poursuite de l'objectif collectif d'intégration régionale et de mise en œuvre du plan indicatif régional de développement stratégique 2020-2030 et de la vision 2050 de la SADC."

"Nous ne vous souhaitons que du succès alors que vous dirigez le Secrétariat pour réaliser les aspirations et les ambitions de la région dans les sphères sociales et économiques", a-t-il déclaré.

Le Dr Chakwera a salué la Dr Tax pour "l'excellente manière" dont elle a dirigé l'organisation.

"Nous avons franchi de grandes étapes au cours de votre mandat, notamment la formulation et la mise en œuvre de la stratégie et de la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC, le plan indicatif régional de développement stratégique 2020-2030 de la

## Liste des anciens Secrétaires Exécutifs et Adjoints de la SADC

Secrétaire Exécutif	Mandat	Pays
Ambassadeur Frederick Arthur Blumeris	1982-1984	Zimbabwe
Dr. Simba Makoni	1984-1993	Zimbabwe
Dr. Kaire Mbuende	1993-1999	Namibie
Dr. Prega Ramsamy*	2001-2005	Maurice
Dr. Tomaz Augusto Salomão	2005-2013	Mozambique
Dr. Stergomena Lawrence Tax	2013-2021	République-Unie de Tanzanie
<b>Secrétaire Exécutif Adjoint</b>		
Mr. Lengolo Bureng Monyake	1994-1998	Lesotho
Ambassadeur Albert M. Muchanga	2001-2005	Zambie
Eng. João Samuel Caholo	2005-2013	Angola
Ms. Emilie Ayaza Mushobekwa	2010-2018	République Démocratique du Congo
Dr. Thembinkosi Mhlongo	2013-2021	Afrique du Sud
Ambassador Joseph Nourrice	2018-2022	Seychelles

Sources : *Les 40 ans de la SADC: Renforcer la coopération et l'intégration régionales, 1980-2020, page 94*



## "Je quitte la SADC en femme heureuse" - Dr Tax

Par Clarkson Mambo

**DR STERGOMENA** Lawrence Tax est entrée dans l'histoire pendant son mandat de 6e secrétaire exécutif (2013-2021) et a été la première femme à diriger le secrétariat de la SADC.

Au cours de ses huit années au Secrétariat, elle a dirigé avec compétence le programme d'intégration régionale.

Le 18 août, à l'issue du 41e sommet des chefs d'État et de gouvernement, qui s'est tenu à Lilongwe, au Malawi, elle a fait ses adieux aux leaders de la SADC dans la ville même où elle avait été nommée à la tête de l'organisation il y a à peu près une décennie.

Dr Tax, originaire de la République-Unie de Tanzanie, a succédé à Dr Tomaz Augusto Salomão, du Mozambique, qui avait effectué deux mandats de quatre ans en tant que Secrétaire exécutif de la SADC.

"Tout a bien commencé et tout se termine bien ici à Lilongwe. Je suis immensément reconnaissante pour l'opportunité, les conseils et le soutien que vous m'avez apportés durant mon mandat", a déclaré Dr Tax au sommet.

Depuis sa création en tant que Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) le 1er avril 1980 et sa transformation en communauté régionale formelle en 1992, la SADC a réalisé des progrès considérables en matière de développement et d'intégration régionaux, en réorientant son programme vers l'industrialisation et l'autonomisation des hommes et des femmes dans toutes les sphères de la vie.

"Il reste encore du chemin à parcourir, mais grâce à un excellent leadership et à l'engagement de la région en faveur de l'autonomisation des femmes, nous y parviendrons", a-t-elle déclaré, ajoutant que l'unité est un impératif pour relever les défis passés et futurs.

"Je suis et je serai toujours fière de l'unité affichée par les États membres de la SADC, cela m'a donné un sentiment d'appartenance et d'identité", a-t-elle déclaré.

"Je suis très fière de la résilience et de l'unité de la SADC face à de telles adversités."

Parmi sa longue liste de réalisations, Dr Tax a supervisé la formulation de la Vision 2050 de la SADC et du Plan indicatif régional de développement stratégique 2020 -2030 de la SADC, qui ont été approuvés par le Sommet en août 2020.

"Il est impératif que ces politiques soient utilisées pour transformer notre région afin de réaliser "La SADC que nous voulons". Je suis convaincue que le Secrétariat, sous la direction de mon successeur, conduira l'intégration régionale

à travers ce cadre stratégique pour le bien de la région", a-t-elle déclaré.

Le Centre d'urgence et d'aide humanitaire de la SADC a été lancé pendant son mandat, ainsi que le projet Hashim Mbita de la SADC, qui rassemble les expériences de l'histoire de la libération de l'Afrique australe. La Journée de la libération de la SADC a été instaurée le 23 mars de chaque année pour marquer la dernière grande bataille contre l'Afrique du Sud de l'apartheid, à Cuito Cuanavale, dans le sud de l'Angola.

La région est restée largement pacifique et a consolidé la démocratie, la SADC ayant joué un rôle clé dans la résolution des problèmes de sécurité en République démocratique du Congo, au Royaume d'Eswatini et en République du Mozambique.

Dans le domaine économique, des jalons importants, notamment une augmentation du commerce intra-SADC d'environ 16,3 % en 2008 à 21,6 % en 2016, ainsi que des initiatives majeures en matière de commerce et de douanes, de développement des infrastructures ont été entreprises.

La SADC a participé activement à la ratification de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2021. Dr Tax a également représenté la SADC lors de la première réunion conjointe des Communautés économiques régionales (CER) avec l'Union africaine.

Le pont Kazungula, qui enjambe le fleuve Zambèze entre le Botswana et la Zambie, a été mis en service en mai 2021, remplaçant un ferry et changeant la dynamique des transports dans la région.

De nouvelles politiques et stratégies de gestion des catastrophes, de gestion du VIH et du sida, d'intégration de la dimension de genre, d'alimentation et de nutrition ont également été mises en place au cours de son mandat de huit ans.

Dr Tax a déclaré que la région avait besoin d'un secrétariat dynamique et efficace pour atteindre ses objectifs : "Un Secrétariat dynamique et performant facilite une SADC dynamique et performante".

Dr Tax a déclaré que la SADC devait rendre hommage à ses fondateurs, qui ont ouvert la voie aux succès qu'elle connaît aujourd'hui.

"Il est approprié que la SADC reconnaisse leur contribution et en reconnaissant leurs contributions en août 2020, le sommet de la SADC a approuvé un mécanisme pour honorer les fondateurs de la SADC", a-t-elle déclaré.

"J'implore les États membres de la SADC de rendre opérationnel le mécanisme qui garantira que l'histoire de la SADC et l'héritage des pères fondateurs restent gravés dans l'histoire de notre organisation et soient transmis aux générations à venir. [sardc.net](http://sardc.net)"

SADC et la vision 2050 de la SADC, entre autres", a déclaré le Dr Chakwera.

Dr Tax a déclaré dans son discours d'adieu qu'elle avait servi avec au moins 39 chefs d'État et de gouvernement qui sont arrivés au pouvoir dans la région pendant son mandat.

"Je suis fière de ce que la région a accompli au cours des huit années passées sous la direction de Vos Excellences. Je suis reconnaissante pour la richesse et l'expérience que j'ai acquises au cours de ces huit années et que je garderai toujours précieusement", a-t-elle déclaré. [sardc.net](http://sardc.net) □



## Secrétariat de la SADC - Une institution clé dans l'intégration régionale

**LE PROGRAMME** d'intégration de l'Afrique australe dépend de l'efficacité du Secrétariat de la SADC à coordonner et à mettre en œuvre des programmes régionaux visant à promouvoir le développement socio-économique. Dirigé par un Secrétaire exécutif, le Secrétariat est la principale institution exécutive de la SADC, responsable de la planification stratégique, de la facilitation, de la coordination et de la gestion de tous les programmes de la SADC. Le Secrétariat est basé à Gaborone, au Botswana. Le Secrétaire exécutif de la SADC a deux adjoints, l'un pour l'intégration régionale et l'autre pour les finances et l'administration. Le Secrétariat est structuré en directions, avec des unités autonomes responsables des questions transversales. □



## La SADC doit gérer son propre fonds de développement

par Clarkson Mambo

**LA CAPACITÉ** de la Communauté de développement de l'Afrique australe à être le principal moteur et financeur de son programme d'intégration, de développement et de croissance est l'un des impératifs pour que la région atteigne les objectifs fixés dans la Vision 2050 de la SADC.

La SADC envisage "une région industrialisée pacifique, inclusive, compétitive, à revenu moyen ou élevé, où tous les citoyens jouissent d'un bien-être économique durable, de la justice et de la liberté" dans les 30 prochaines années.

L'une des cibles clés dans la poursuite de cet objectif est l'accélération de la mobilisation des ressources et la mise en place de mécanismes "pour passer d'une dépendance antérieure aux partenaires de coopération internationale à une approche plus diversifiée, mieux intégrée et complémentaire."

En 2016, le Secrétariat de la SADC a estimé que seuls 9,2 % des projets régionaux étaient financés par les États membres, tandis que les partenaires internationaux à la coopération (PCI) finançaient les 90,8 % restants. Une telle situation compromet l'appropriation et la durabilité des programmes régionaux.

Pour réaliser le souhait à long terme de la région, il est impératif que tous les États membres de la SADC soutiennent pleinement le Fonds de développement régional de la SADC (FDR de la SADC), car la plupart d'entre eux n'ont pas encore signé et ratifié l'accord.

Proposé il y a près de dix ans, le FDR de la SADC est un

mécanisme autofinancé et renouvelable destiné à mettre fin à la dépendance à l'égard de l'aide extérieure pour mener son programme de développement.

Le Fonds fournira une fenêtre pour le financement du développement économique et de la croissance durable en soutenant le développement des infrastructures régionales, le développement industriel, l'intégration et l'ajustement économique ainsi que le développement social à des taux concessionnels.

Tous ces éléments sont des catalyseurs de la croissance économique, qui est essentielle pour éradiquer la pauvreté et améliorer le niveau de vie des citoyens de la SADC.

Malgré les bonnes intentions, il y a eu un certain nombre de revers au fil des ans, notamment les engagements financiers urgents causés par les sécheresses et les cyclones induits par le changement climatique, les pénuries d'énergie et, plus récemment, la pandémie de la Covid-19, qui ont bloqué la mise en place du Fonds.

Auparavant, les négociations prolongées sur le choix du pays qui accueillera le Fonds ont constitué un problème, de même que la dotation en personnel.

Mais le plus critique a été le manque de soutien de la majorité des États membres, qui doivent encore signer et ratifier l'accord qui établit le FRD de la SADC.

Le nombre d'États membres qui ont signé l'accord est resté bloqué à neuf depuis plus de deux ans : l'Angola, la République démocratique du Congo, l'Eswatini, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, la République-Unie de Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

Toutefois, aucun de ces neuf pays n'a encore déposé d'instruments de ratification auprès du secrétariat de la SADC.

L'accord portant création du Fonds entre en vigueur un mois après avoir été ratifié par au moins deux tiers des 16 États membres de la SADC.

La direction des finances, des investissements et des douanes de la SADC (FIC) a déclaré, dans une mise à jour du 41e sommet qui s'est tenu au Malawi les 17 et 18 août, que "le secrétariat de la SADC est en train de recruter un cabinet de consultants pour formuler des recommandations sur la pleine opérationnalisation du Fonds."

"La mission du consultant consistera à examiner les difficultés rencontrées par les États membres pour ratifier l'accord sur le FTR de la SADC ainsi qu'à proposer des approches appropriées pour accélérer l'opérationnalisation du fonds."

Le travail du consultant comprendra l'élaboration de cadres de gouvernance, institutionnels et organisationnels, ainsi que des propositions de mécanismes de financement alternatifs pour le fonds.

La direction des FIC est chargée de faciliter la libéralisation commerciale et financière et la création d'un environnement propice à l'investissement, contribuant ainsi à une intégration économique régionale plus profonde, à une croissance inclusive et à l'éradication de la pauvreté.

Le 39e sommet de la SADC, qui s'est tenu en août 2019 en

Tanzanie, avait fixé le mois d'août 2021 comme date butoir pour que le Fonds devienne opérationnel.

Pour insuffler un certain élan à l'initiative, les ministres des Finances et de l'Investissement de la SADC se sont réunis virtuellement le 15 juillet et ont approuvé la constitution d'un groupe de travail composé de hauts fonctionnaires du Trésor soutenus par d'autres spécialistes des États membres.

Le groupe de travail fournira un leadership et des orientations politiques au cours des consultations sur l'opérationnalisation du Fonds et le développement d'instruments financiers pour soutenir la mise en œuvre de projets d'intégration aux niveaux régional et national.

Selon l'accord signé par les neuf États membres en 2019, le capital initial autorisé pour le FDR de la SADC sera de 13 milliards de dollars américains. Chaque État membre devrait verser une commission de souscription initiale de 120 millions de dollars US.

Les États membres de la SADC détiendront une participation majoritaire de 51 % dans le FDR, 37 % étant alloués au secteur privé et 12 % aux partenaires internationaux à la coopération.

Bien que la région soit confrontée à des difficultés financières, aggravées par la pandémie de la Covid-19, la création du fonds et la garantie de sa durabilité fourniront un cadre permettant à la SADC, riche en ressources, de mener son propre programme de développement, avec une appropriation et un contrôle complets de ses programmes. □

# "Adoptons la technologie".



LA REGION devrait adopter l'utilisation de la technologie pour approfondir l'intégration et promouvoir le développement socio-économique.

C'est ce qu'a déclaré le vice-président du Malawi, le Dr Saulos Chilima, en prononçant la conférence publique de la SADC avant le 41e sommet de la SADC qui s'est tenu à Lilongwe en août. Le thème de la conférence, qui a lieu chaque année, était "Promouvoir la numérisation pour relancer l'agenda d'industrialisation de la SADC à l'ère de la COVID-19".

Le Dr Chilima a déclaré que l'avènement de la pandémie de la COVID-19 a montré la nécessité pour la SADC et le reste de la communauté mondiale d'investir davantage dans la technologie.

Ceci est essentiel car la COVID-19 a changé la façon de faire des affaires, notamment en encourageant une plus grande dépendance à la technologie pour le travail, les études et l'accès au savoir, d'où la nécessité de la numérisation et des technologies de l'information et de la communication (TIC).

"Les réponses mondiales et nationales à la pandémie de la COVID-19, comme les confinements d'État, ont déprimé de nombreux facteurs de développement économique, entraînant notamment la hausse des prix des carburants, d'où la nécessité d'innover", a-t-il déclaré.

"Nous devons agir rapidement pour adopter l'économie numérique et continuer à faire des profits au milieu de la pandémie de la COVID-19 en tant que bloc de la SADC."

Le Dr Chilima, qui est également ministre de la planification économique, du développement et des réformes du secteur public, a déclaré que la SADC et les États membres devraient envisager d'investir dans le développement technologique si la région veut réaliser une amélioration tangible du niveau de vie de ses citoyens.

"L'écosystème numérique fera progresser l'économie car il permettra aux citoyens de continuer à accéder aux services, notamment l'inclusion financière, pendant les vulnérabilités économiques sociales causées par la pandémie de la COVID-19."

Il a déclaré qu'il est également important de renforcer la capacité des États membres à explorer les possibilités d'établir un centre d'excellence régional sur la technologie numérique.

Le secrétaire exécutif adjoint pour l'intégration régionale de la SADC, le Dr Theminkosi Mhlongo, a proposé que les institutions de planification stratégique prennent l'initiative de relancer l'industrialisation et de faire progresser la technologie numérique dans la région.

"Les universités et les institutions de planification des États membres de la SADC devraient être à l'avant-garde pour adopter la numérisation", a-t-il déclaré.

Les efforts régionaux pour numériser et adopter la technologie sont contenus dans divers documents juridiques et stratégies tels que la déclaration de la SADC sur les technologies de l'information et de la communication.

La déclaration de la SADC sur les technologies de l'information et de la communication reconnaît officiellement les avantages économiques et sociaux d'une

infrastructure TIC abordable et fiable et suggère aux États membres de la SADC d'adopter une politique et une stratégie régionales cohérentes pour son développement.

La conférence publique de la SADC est organisée chaque année pour faire connaître la SADC et son programme d'intégration. □

**LES ÉTATS MEMBRES DE LA SADC** ont été invités à mettre en place des équipes nationales de réponse aux incidents informatiques (CIRT) d'ici décembre afin d'assurer une bonne coordination de la cybersécurité dans la région. Les CIRT serviront de point focal national pour la coordination de la réponse aux incidents de cybersécurité en cas de cyberattaques dans le pays. Une équipe d'intervention en cas d'urgence informatique à responsabilité nationale est désignée par un pays ou une économie pour avoir des responsabilités spécifiques en matière de cyberprotection pour le pays ou l'économie. Une CIRT nationale peut être à l'intérieur ou à l'extérieur du gouvernement, mais doit être spécifiquement reconnue par le gouvernement comme ayant une responsabilité dans le pays ou l'économie.

Au fil des ans, la région de la SADC a été exposée à des menaces et à des risques cybernétiques, à une époque où la cybercriminalité fait désormais partie des crimes à la croissance la plus rapide au monde et où l'on estime qu'elle cause des pertes de plus de 105 milliards de dollars US chaque année dans le monde. La cybercriminalité implique l'utilisation de réseaux informatiques pour nuire à la réputation des individus ou des organisations et comprend la violation des droits d'auteur, la fraude, le piratage, le vol de compte, le vol d'identité, les virus informatiques et le courrier non sollicité. En utilisant les réseaux de télécommunication modernes tels que les courriels, les salons de discussion et les réseaux sociaux, la cybercriminalité a menacé la sécurité et la santé financière du monde. □

## Vers des tarifs d'itinérance abordables dans la région

LES ÉTATS MEMBRES DE LA SADC font des progrès constants pour harmoniser la réglementation des services d'itinérance dans la région.

L'harmonisation des services d'itinérance dans la SADC devrait permettre de réduire les tarifs et, à terme, de voir les opérateurs de communication supprimer les tarifs, rendant ainsi la SADC compétitive pour les entreprises.

Selon la publication du 41e sommet de la SADC, le projet d'itinérance de la SADC est mis en œuvre en trois phases, les phases 1 et 2 étant déjà terminées. Ces phases sont les suivantes :

- Phase 1: Libéralisation, transparence des tarifs d'itinérance, collecte d'informations et de données ;
- Phase 2: Réglementation du plafonnement des prix de gros et de détail : Roam Like At Home (RLAH) ; et

- Phase 3: Réglementation des prix de l'itinérance basée sur les coûts.

Le projet d'itinérance de la SADC vise à développer des cadres politiques et réglementaires pour la fourniture de tarifs d'itinérance transparents et abordables pour les services de voix, de SMS et de données dans la région de la SADC, contribuant ainsi à rendre la région plus compétitive.

L'achèvement des phases 1 et 2 a permis d'accroître la transparence, le choix des consommateurs et la réduction des prix des services d'itinérance.

Dans la phase 3, le modèle de coûts d'itinérance de la SADC a permis de calculer les plafonds tarifaires de gros et de détail pour les différents types d'appels, de SMS et de services de données en itinérance.

Le règlement de la SADC sur l'itinérance (2015) a été révisé et comprend désormais un calendrier qui fait référence aux propositions de tarification de gros et de détail fondées sur les coûts, approuvées par les ministres des TIC de la SADC en septembre 2019, ainsi que des délais pour que les opérateurs de réseaux mobiles (ORM) renégocient les prix de gros dans les délais de la phase 1 de la phase finale du projet d'itinérance de la SADC.

La réglementation révisée aborde également la question de l'itinérance permanente dans le cadre de la politique d'utilisation équitable.

Les États membres devront mettre en œuvre les nouveaux règlements et revoir les règlements appropriés pour permettre l'harmonisation des tarifs de terminaison internationale. □



## La SADC fait un pas décisif dans la lutte contre le terrorisme

Par Clarkson Mambo

"LA VISION de la SADC pour 2050 est que la communauté reste une région pacifique et stable, permettant de donner la priorité, de poursuivre et d'atteindre ses objectifs de développement socio-économique, d'éradication de la pauvreté et d'intégration régionale".

Dans cette déclaration prospective, la SADC identifie la paix et la stabilité comme le fondement de la réalisation de tous ses autres objectifs, dont le but ultime est de voir les citoyens de la SADC vivre dans un environnement sûr et prospère.

C'est pourquoi la Vision 205 de la SADC et le Plan indicatif régional de développement stratégique 2020-2030 de la SADC, approuvé en août 2020, font de la paix et de la sécurité une priorité stratégique.

La région est restée largement pacifique, à l'exception de quelques poches d'instabilité.

Toutefois, pour se préparer à de tels incidents, les leaders de la SADC ont approuvé la création de l'Organe sur la politique, la défense et la sécurité en 1996, et cinq ans plus tard, le protocole portant création de l'Organe a été mis en place.

Le rôle de l'Organe est de promouvoir la paix et la sécurité en Afrique australe, de protéger les populations de la région contre l'instabilité due à l'effondrement de l'ordre public et de faciliter la coopération sur les questions liées à la sécurité et à la défense.

L'Organe a joué un rôle déterminant dans la manière dont la SADC s'est attaquée aux menaces pesant sur la paix régionale et continue de jouer un rôle de premier plan en veillant à ce que les citoyens continuent de jouir de leurs droits dans un environnement sûr.

Une nouvelle menace de terrorisme et d'extrémisme violent, que la région n'avait pas connue auparavant, est toutefois apparue, et plus récemment dans

le nord du Mozambique où le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (ONU) estime que 732 000 personnes ont été déplacées au cours des quatre dernières années et que des milliers de personnes ont été tuées.

En raison des graves menaces que représentent le terrorisme et l'extrémisme violent, et de leur potentiel de débordement au-delà des frontières, la SADC a élaboré et approuvé la stratégie régionale de lutte contre le terrorisme de la SADC en 2015.

Le terrorisme est connu pour fouler aux pieds tous les aspects des droits de l'homme tels que définis par les conventions et déclarations internationales.

En 2005, un groupe d'experts des Nations unies a décrit le terrorisme comme "tout acte visant à causer la mort ou des dommages corporels graves à des civils ou à des non-combattants dans le but d'intimider une population ou de contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque."

Lors de son 41e sommet qui s'est tenu à Lilongwe, au Malawi, les 17 et 18 août 2021, la SADC a fait un pas en avant vers la réalisation de l'un des objectifs de la Vision 2050 de la SADC, à savoir la création d'un Centre régional de lutte contre le terrorisme (CRCT).

"Le sommet a félicité la République-Unie de Tanzanie d'avoir proposé d'accueillir le Centre régional de lutte contre le terrorisme, qui offrira à la région des services consultatifs spécialisés et stratégiques sur les menaces terroristes", a déclaré la secrétaire exécutive sortant de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax, en lisant le communiqué final du sommet.

La Tanzanie fait partie des fondateurs de la SADC. Elle a accueilli la conférence de juillet 1979 qui a débouché sur la naissance de la SADCC, le prédécesseur de la SADC, en 1980.



Le Centre régional de lutte contre le terrorisme jouera un rôle important dans la réalisation des objectifs de la région, à savoir la mise en place de systèmes efficaces de prévention, de gestion et de résolution des conflits, ainsi que de systèmes d'alerte précoce capables de suivre et de surveiller les menaces politiques, sécuritaires et socio-économiques.

Les États membres seront en mesure d'observer et de surveiller les indicateurs d'insécurité, y compris les facteurs structurels, les déclencheurs et les accélérateurs de conflits, les catastrophes et les pandémies.

Le Centre devrait renforcer l'alerte précoce et la coordination des mesures de lutte contre le terrorisme, et permettre des

synergies avec les centres nationaux d'alerte précoce et le centre régional d'alerte précoce.

Il sera également impératif de s'attaquer au financement du terrorisme afin de restreindre l'accès aux fonds et aux services financiers.

Dans le cadre de la Vision 2050 de la SADC, les leaders régionaux ont déclaré que le RCTC contribuerait également à l'élaboration et à l'adoption de politiques visant à lutter contre les menaces nouvelles et "non traditionnelles" pour la sécurité, telles que les migrations dues au climat, les risques environnementaux et les pandémies.

L'objectif global du Centre sera donc de veiller à ce que la SADC dispose d'un "système de défense et de sécurité collective renforcé, capable de sauvegarder l'intégrité territoriale de la région". □

LA SADC a présenté les instruments d'autorité pour le déploiement de la Force en attente de la SADC au Mozambique. La Secrétaire exécutive de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax, a présenté les instruments d'autorité le 16 juillet, conformément au mandat du Sommet extraordinaire qui s'est tenu en juin à Maputo, au Mozambique. Dr Tax a déclaré que la SADC a une grande confiance dans les capacités et les compétences des leaders qui ont été nommés pour diriger la mission de la SADC afin d'atteindre les objectifs souhaités de paix et de sécurité à Cabo Delgado, ainsi que de créer un environnement pacifique propice pour le peuple du Mozambique et de la région en général. La Force en attente de la SADC (FAS) est une capacité régionale multidimensionnelle d'opérations de soutien de la paix établie dans le cadre de la Force africaine en attente (FAA). □





## Hakainde Hichilema prête serment en tant que Président de la Zambie

Par Clarkson Mambo

"NOUS CHOISSISONS de ne pas appeler cela un transfert de pouvoir..." mais "un transfert de leadership..."

Son Excellence Hakainde Hichilema a déclaré cela lors de sa cérémonie d'investiture en tant que président de la Zambie, lorsqu'il a tendu un rameau d'olivier au président sortant Edgar Lungu et aux partis d'opposition, et a rallié la nation pour qu'elle se rassemble et se concentre sur l'amélioration du développement socio-économique.

"Chers amis zambiens, au cours des cinq prochaines années, nous nous concentrerons sur le rétablissement de la stabilité macroéconomique et la promotion de la croissance de l'économie, car nous savons ce que cela apporte", a déclaré le président Hichilema à une foule enthousiaste qui a rempli le National Heroes Stadium pour assister à son investiture en tant que septième président de la Zambie le 24 août.

"Nous devons mettre de côté nos différences liées aux élections et autres et tirer dans une seule direction en tant que pays. Nous avons beaucoup plus de choses qui nous unissent que de choses qui nous divisent. Nous devons consacrer nos énergies à contribuer de manière significative à notre développement national."

Le président Hichilema, qui s'est décrit comme un "simple garçon de village", a déclaré que la "diplomatie économique" sera l'axe principal de son gouvernement dans ses relations avec les pays voisins, la région, le continent et la communauté internationale.

"Nous ne prenons pas cette responsabilité à la légère, nous serons vos serviteurs et vous serez

vraiment nos maîtres", a-t-il déclaré, ajoutant que la nouvelle administration visera à "faire croître notre économie afin de sortir plus de gens de la pauvreté que jamais auparavant".

Selon le rapport économique de la SADC pour 2020, l'économie zambienne s'est contractée de trois pour cent, contre une croissance de 1,4 pour cent en 2019.

Une reprise progressive est attendue en 2021, avec une croissance du produit intérieur brut (PIB) prévue à un pour cent en raison d'améliorations dans les secteurs minier, touristique et manufacturier.

Le président Hichilema a déclaré que la lutte contre le chômage, le manque de capitaux pour les entrepreneurs et la toxicomanie chez les jeunes, restera également une priorité pour le nouveau gouvernement.

"Nous allons entreprendre un ambitieux programme de transformation économique et sociale pour faire avancer la Zambie, créer des opportunités équitables pour tout notre peuple et réduire la pauvreté. Nous allons promouvoir de manière agressive la création d'emplois et d'opportunités qui créeront de la richesse, en particulier pour nos jeunes, nos femmes et, en fait, tous les citoyens", a-t-il déclaré.

En ce qui concerne l'agriculture, il a déclaré qu'il s'agit de l'épine dorsale de l'économie et qu'il est nécessaire d'investir davantage pour assurer la sécurité alimentaire.

"Dans le domaine de l'agriculture, nous nous efforcerons d'améliorer la production, les services de vulgarisation agricole, l'accès au marché, la valeur ajoutée et la réduction du coût des intrants", a-t-il déclaré, ajoutant qu'"aucun Zambien ne devrait se coucher le ventre vide".

Le président Hichilema a également déclaré qu'une "équipe économique compétente" basée sur "la compétence, la diversité et la capacité à fournir des résultats" sera mise en place pour relever les défis auxquels l'économie zambienne est confrontée, notamment une dette publique élevée.

Le stock de la dette publique de la Zambie à la fin de 2020 s'élevait à 19,8 milliards de dollars US, en hausse de deux pour cent par rapport à 2019, tandis que la dette extérieure a augmenté de neuf pour cent pour atteindre 12,74 milliards de dollars US au cours de la même période.

Hichilema est un homme d'affaires bien connu dans le secteur des entreprises en Zambie et est très bien noté par la plupart des agences économiques comme un économiste de premier plan.

Né le 4 juin 1962, il est titulaire d'un diplôme en économie et en administration des affaires de l'Université de Zambie et d'un master en finance et en stratégie d'entreprise de l'Université de Birmingham au Royaume-Uni.

Affectueusement connu sous le nom de HH, il est devenu célèbre en politique lorsqu'il a pris la tête du principal parti d'opposition, le Parti uni pour le développement national (UPND), en 2006, après le décès du président fondateur du parti, Anderson Mazoka.

Après avoir participé à cinq scrutins précédents sans succès, le vent a finalement tourné en sa faveur lors des élections du 12 août, après qu'il ait recueilli 2 852 348 voix contre 1 870 780 pour son plus proche rival, le président sortant Lungu du Front patriotique (PF).

Les 14 autres candidats sont restés loin derrière lors des élections présidentielles.



Lors des élections législatives, l'UPND a obtenu la majorité avec 82 sièges sur 156, tandis que le PF a obtenu 59 sièges.

Treize candidats indépendants ont remporté des sièges lors de l'élection, le siège restant étant attribué au Parti de l'unité nationale et du progrès.

Selon la Commission électorale de Zambie (ECZ), un total de 7 023 499 personnes se sont inscrites sur les listes électorales.

Malgré des incidents isolés de violence, les observateurs électoraux régionaux et internationaux ont déclaré que les élections se sont déroulées conformément aux normes régionales et internationales.

Hichilema devient le septième président de la Zambie depuis l'indépendance en 1964.

Le président fondateur était le Dr Kenneth David Kaunda qui a servi de 1964 à 1991, suivi de Frederick Chiluba de 1991 à 2002. Levy Mwanawasa a été au pouvoir de 2002 à sa mort en août 2008, après quoi Rupiah Bwezani Banda a terminé son mandat de 2008 à 2011.

Le président Michael Sata a été aux commandes du 23 septembre 2011 jusqu'à sa mort le 28 octobre 2014. Lungu lui a succédé jusqu'en août 2021, et maintenant Hichilema.

sardc.net □





## Les médias sont essentiels pour faire progresser l'intégration dans la SADC

LES MÉDIAS ont un rôle essentiel à jouer pour faire progresser l'intégration régionale en Afrique australe.

C'est ce qu'a déclaré le secrétaire d'État malawite aux affaires étrangères, le Dr Luckie Sikwese, dans son discours lors d'une table ronde de rédacteurs en chef qui s'est tenue le 29 juillet dans le but de renforcer les capacités des médias locaux en matière d'intégration régionale de la SADC.

"Le manque d'information empêche les acteurs clés d'exploiter pleinement les opportunités offertes par la SADC", a-t-il déclaré, ajoutant que les médias devraient vulgariser activement l'agenda de l'intégration régionale de la SADC au Malawi et dans le reste de la région afin que les citoyens soient pleinement conscients des avantages et des opportunités de l'intégration régionale.

Le directeur exécutif du Centre de recherche et de documentation d'Afrique australe (SARDC), qui est un partenaire de la SADC, Munetsi Madakufamba, a soutenu l'idée que les médias sont un acteur important dans le programme d'intégration de la SADC, car ils ont le pouvoir de décider quelles voix sont publiées ou diffusées.

"Les médias servent de pont entre les gouvernements et les citoyens des États membres de la SADC en transmettant les politiques gouvernementales aux citoyens ainsi que les réactions des citoyens à leurs gouvernements", a-t-il déclaré.

Selon M. Madakufamba, il est essentiel que les institutions de la SADC renforcent la capacité des médias à rendre compte objectivement de l'intégration régionale, car la plupart des gens

ne sont toujours pas conscients des avantages, des opportunités et des défis liés à l'appartenance à une communauté partagée en Afrique australe.

"Nous pensons que le renforcement des capacités des médias sur les questions relatives à la SADC contribuera à créer un dialogue constructif entre les gouvernements des États membres de la SADC et leurs citoyens sur diverses questions relatives à l'intégration régionale."

Des médias bien informés peuvent éduquer les citoyens de la SADC sur les questions d'intégration, mais aussi contribuer à l'élaboration du programme d'intégration de la SADC et de l'agenda que les leaders de la SADC doivent discuter lors de leurs réunions régionales, ainsi que suivre la mise en œuvre des accords régionaux signés par les États membres afin de garantir la responsabilité du programme d'intégration, a-t-il ajouté.

La table ronde des rédacteurs sur l'intégration régionale de la SADC fait partie d'une série d'ateliers organisés par le gouvernement du Malawi en partenariat avec le secrétariat de la SADC et le SARDC, avec le soutien de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) pour renforcer la base de connaissances des journalistes afin qu'ils puissent rendre compte objectivement des questions relatives à la SADC.

Les ateliers qui se sont tenus du 29 juillet au 2 août comprenaient un séminaire de formation de trois jours pour les journalistes locaux, du 30 juillet au 1er août, afin de sensibiliser les journalistes du Malawi au processus de la SADC.

Des médias locaux bien informés seront importants pour articuler le rôle de leadership du Malawi dans l'orientation du programme d'intégration régionale de la SADC pendant son mandat de président de



l'organisme régional d'août 2021 à août 2022.

Le 2 août, un séminaire a été organisé pour les membres des comités nationaux de la SADC (CNS) au Malawi. Les CNS sont un élément clé des dispositions institutionnelles au sein de la SADC.

Les Comités Nationaux de la SADC ont été créés pour apporter une contribution au niveau national à la formulation des politiques et stratégies régionales, ainsi que pour coordonner et superviser la mise

en œuvre des programmes au niveau national.

Les comités sont également responsables du lancement des projets de la SADC et des documents de synthèse en tant que contribution à la préparation des stratégies régionales.

Les comités comprennent des parties prenantes clés du gouvernement, du secteur privé et de la société civile dans chaque État membre et une disposition pour leur création est reflétée dans la Déclaration et Traité de la SADC. □

### La SADC devrait raconter son histoire

DANS SON discours prononcé lors d'une conférence sur la compréhension de l'Afrique contemporaine qui s'est tenue à New Delhi, en Inde, le 15 février 1996, le président fondateur de la République unie de Tanzanie, Mwalimu Julius Nyerere, a souligné l'une des menaces qui pèsent sur l'intégration régionale en Afrique australe.

Il a déclaré que le manque d'informations empêchait la région d'exploiter pleinement les avantages et les opportunités qui existent dans la communauté partagée de l'Afrique australe. Par exemple, si la SADC a accompli beaucoup de choses depuis sa création en 1980, l'histoire est restée largement méconnue et, dans la plupart des cas, négative.

"Parmi les bonnes choses de l'Afrique, dont on ne parle généralement pas, il y a la Communauté de développement de l'Afrique australe", a déclaré Mwalimu Nyerere lors de la conférence de 1996.

Son évaluation faisait écho à la Déclaration et au Traité qui ont transformé la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) en SADC en 1992.

La Déclaration et le Traité reconnaissent clairement le rôle essentiel des médias dans son programme d'intégration et affirment que "l'intégration régionale restera une chimère si les peuples de la région n'en déterminent pas le contenu, la forme et la direction, et n'en sont pas eux-mêmes les agents actifs".

La stratégie de communication et de promotion de la SADC de 2016 ajoute que "sans une communication efficace, la SADC continuera à être mal comprise, ses réalisations resteront invisibles et l'organisation ne réalisera pas pleinement ses objectifs de développement." □



Août- Octobre 2021



# L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI

LA SADC AUJOURD'HUI Vol. 23 No 5 Août 2021

## SADC AUJOURD'HUI

est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

### Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe

SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095,  
Gaborone, Botswana  
Tel +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070  
E-mail registry@sadc.int Website www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

### RÉDACTEUR

Munetsi Madakufamba

### TRADUCTEUR

Chris Kambayi

### COMITÉ DE RÉDACTION

Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglina Tauya, Neto Nengomasha,  
Phyllis Johnson, Nyarai Kampilipili, Raymond Ndhlovu, Anesu Ngadya

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI est soutenue par l'Agence de Développement Autrichienne, en soutien au Groupe Thématique SADC Energie des Partenaires Internationaux de Coopération co-présidé par l'Autriche.

© SADC, SARDC, 2021

SADC AUJOURD'HUI reçoit les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à [www.sardc.net](http://www.sardc.net) Connaissance pour le Développement, lié à [www.sadc.int](http://www.sadc.int)

### CONCEPT & MISE EN PAGE

Tonely Ngwenya

### PHOTOS ET ILLUSTRATIONS

P1 sadc.int, SARDC, za.usembassy.gov, 9JACodesKids;  
P2 cadtm.org, Rural21, blogspot;

P4 news24.com, rubelmenasche.com, weforum.org, mysouthafrica.co.za;

P5 sadc.int; P6 SARDC, sadc.int; P7 static.reuters.com, nbcmontana.com, pinterest.com,

tndnewsug.com, twitter.com; P8 Capital Press, Vox, Club of Mozambique;

P9 SARDC; P10 aquaculturezim, CNN, Peace Parks Foundation;

P11 behance.net, dhl.com, gumbieducationfund.org.uk, allafrica.com, istockphoto.com;

P12 dreamstime.com, ar.pinterest.com; P13 unicef.org, www.ilo.org, borgenproject.org;

P14 commons.wikimedia.org, mg.co.za; enca.com, opendemocracy.net;

P16 skyscrapercenter.com, SARDC

### Abonnez-vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Courriel: [sadctoday@sadc.net](mailto:sadctoday@sadc.net)

### Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)

Julius K. Nyerere House, 15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe  
Tel +263 242 791 141

[www.sardc.net](http://www.sardc.net)

Knowledge for Development



[sardc.net](https://www.facebook.com/sardc.net)



[@sardc.net](https://twitter.com/sardc.net)

Austrian  
Development Cooperation

Ce document est produit par la SARDC dans le cadre d'un projet réalisé avec le financement de l'Agence autrichienne de développement (AAD)/la Corporation Autrichienne de Développement (CAD). La responsabilité du contenu de cette publication incombe entièrement aux auteurs. L'information et l'analyse ne reflètent pas l'opinion officielle de l'Agence autrichienne de développement /la Corporation Autrichienne de Développement.



**Août**  
12, Zambie

### Élections générales en Zambie

La Zambie organisera des élections générales le 12 août pour choisir un président, des membres du Parlement et des représentants des gouvernements locaux. Des élections sont organisées à intervalles réguliers depuis l'indépendance en 1964, et ces élections sont les sixièmes depuis le début des élections multipartites en 1991.

17, Malawi

### 41<sup>e</sup> Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC

Les leaders de la SADC se réunissent chaque année au mois d'août pour discuter des objectifs, des réalisations et des défis à relever pour faire progresser l'intégration et le développement régionaux. Le 41<sup>e</sup> sommet, prévu au Malawi, aura pour thème "Renforcer les capacités productives face à la pandémie de la COVID-19 pour une transformation économique et industrielle inclusive et durable".

26, Virtuel

### Réunion des Ministres du Genre de la SADC

The Ministers responsible for Gender and Women Affairs will review progress on the implementation of regional programmes to advance gender equality and equity in southern Africa.

30-31, Virtuel

### Forum régional sur les Perspectives Climatiques en Afrique australe

Les experts climatiques des États membres de la SADC se réuniront lors du forum annuel sur les perspectives climatiques régionales de l'Afrique australe (SARCOF) afin d'élaborer des perspectives consensuelles pour la saison des pluies 2021/2022 dans la SADC.

**Septembre**  
7, Kenya

### Sommet inaugural de la Communauté Afrique-Caraïbes (CARICOM)

Le sommet inaugural examinera les moyens d'approfondir les échanges économiques et les possibilités d'investissement entre l'Afrique et les Caraïbes. Les délibérations devraient également permettre d'institutionnaliser la collaboration entre la CARICOM et l'Union africaine, ainsi que de convenir de l'organisation des sommets sur une base bi-annuelle.

9, Inde

### 13<sup>e</sup> Sommet BRICS

Le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud (BRICS) célèbrent cette année leur 15<sup>e</sup> anniversaire de collaboration et le sommet examinera les réalisations et les contributions de BRICS à l'agenda mondial. Le thème est "BRICS à 15 ans : Coopération intra-BRICS pour la continuité, la consolidation et le consensus".

14-30,  
New York

### 76<sup>e</sup> Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies

L'Assemblée générale est le principal organe de délibération et de décision des Nations Unies sur un large éventail de questions, y compris les questions de paix et de sécurité internationales qui ne sont pas actuellement traitées par le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU). Le thème de l'AGNU pour cette année est "Renforcer la résilience par l'espoir pour se remettre de la COVID-19, reconstruire durablement, répondre aux besoins de la planète, respecter les droits des personnes et revitaliser les Nations unies".

13-15, Virtuel

### Sommet International sur les ODD en Afrique

Le Sommet international sur les Objectifs de développement durable (ODD) en Afrique 2021 est une conférence de trois jours qui sera accueillie par l'Université du Cap en Afrique du Sud et à laquelle participeront des réseaux universitaires africains et mondiaux et d'autres parties prenantes intéressées par le développement durable.

21-23, Virtuel

### 9<sup>e</sup> Atelier des Organismes de Bassin fluvial de la SADC

L'atelier des OBF vise à promouvoir le développement industriel durable dans la SADC en réalisant pleinement les avantages de la coopération sur les cours d'eau partagés. Il fournira une plate-forme pour les parties prenantes du secteur de l'eau et des secteurs connexes pour partager des informations et des expériences sur le financement inclusif de l'eau transfrontalière et le développement collaboratif, conformément au thème "Promouvoir le financement inclusif et collaboratif de l'eau transfrontalière pour le développement industriel durable".

**Octobre**

11, Mondial

### Journée internationale de la petite fille

La Journée de la petite fille a été adoptée par les Nations unies en 2011 pour reconnaître les droits des filles et les défis uniques auxquels elles sont confrontées dans le monde.

27,  
Afrique du Sud

### Élections en Afrique du Sud

L'Afrique du Sud doit organiser des élections municipales le 27 octobre 2021, pour élire les conseils des municipalités de district, métropolitaines et locales dans chacune des neuf provinces du pays.

## HONORER LES FONDATEURS DE LA SADC

### Mécanisme en l'honneur des Fondateurs de la SADC

"LE SOMMET a approuvé le Mécanisme en l'honneur des fondateurs de la SADC, et a exhorté les États membres à rendre ce mécanisme opérationnel." *Extrait du communiqué du 40e sommet de la SADC qui s'est tenu les 17 et 18 août 2020 à Maputo, au Mozambique.*

Le 40e sommet des chefs d'État et de gouvernement de la SADC a approuvé le mécanisme en l'honneur des fondateurs de la SADC en août 2020, y compris l'utilisation des technologies modernes pour capter l'attention de la jeune génération. Sa mise en œuvre comprend la dénomination de lieux et de salles au Secrétariat de la SADC, la lutte de libération de l'Afrique australe, et dans les États membres, la dénomination de bâtiments publics, y compris les bâtiments gouvernementaux et les bureaux du Parlement, les aéroports, les rues et les universités, d'après les fondateurs de la SADC.

La construction d'un musée moderne a été identifiée comme l'une des initiatives majeures pour soutenir l'héritage des fondateurs à perpétuité en tant que guichet unique pour l'archivage des artefacts et des documents sur les fondateurs et leur héritage, y compris la préservation permanente du dossier historique des fondateurs de la SADC, la lutte de libération de l'Afrique australe, et les progrès réalisés dans l'intégration régionale, ainsi que la large accessibilité de ces informations au public.

Le musée rassemblera et présentera l'héritage des fondateurs à travers une collection de livres, d'artefacts, de souvenirs, d'insignes, de films et d'œuvres d'art. Sa construction devrait commencer au cours de l'exercice financier 2022-2023. □

### Introduction progressive du kiswahili parmi les langues de la SADC

"LE SOMMET a approuvé le kiswahili comme quatrième langue de travail officielle de la SADC, en reconnaissance de sa contribution, du rôle de Mwalimu Julius Kambarage Nyerere dans la lutte de libération de l'Afrique australe." *Extrait du communiqué du 39e sommet de la SADC qui s'est tenu les 17 et 18 août 2019 à Dar es Salaam, en République-Unie de Tanzanie.*

Le kiswahili est désormais une langue de travail officielle de la SADC par le biais de l'interprétation lors des sommets de la SADC, des réunions du Conseil et des réunions du Comité ministériel, suite à la décision de l'introduire selon une approche progressive en l'utilisant d'abord par le biais de l'interprétation lors du Sommet et du Conseil de la SADC. La décision d'ajouter les réunions du Comité ministériel a été prise en mars 2021.

La décision d'adopter le kiswahili comme quatrième langue de travail officielle de la SADC visait à rendre hommage au président fondateur de la République-unie de Tanzanie, Mwalimu Julius Nyerere. La Tanzanie a accueilli et soutenu le Comité de libération de l'OUA pendant 30 ans à partir de 1963. Le peuple tanzanien a contribué de manière significative à la libération de l'Afrique en accueillant les mouvements de libération dans son pays, en les soutenant et en leur apportant un soutien diplomatique, logistique et matériel.

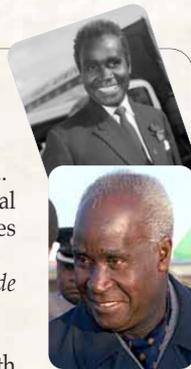
Mwalimu Nyerere était président des États de la ligne de front et l'un des fondateurs de la SADC. □

### L'héritage de S.E. Dr Kenneth David Kaunda

"LE SOMMET a exprimé ses plus profondes condoléances... à la suite du décès de S.E. Dr Kenneth David Buchizya Kaunda, premier Président de la République de Zambie et dernier père fondateur survivant de la SADC... ; et a rendu hommage à l'ancien Président Dr Kaunda pour le rôle central qu'il a joué dans la lutte de libération et pour avoir posé des bases solides pour l'intégration régionale de l'Afrique australe."

*Extrait du Communiqué du Sommet Extra-Ordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC, tenu le 23 juin 2021 à Maputo, Mozambique.*

La mort du président fondateur de la Zambie indépendante, le Dr Kenneth David Kaunda, a privé la Zambie de son leader de la libération et l'Afrique australe d'un fervent défenseur de l'unité africaine et d'une intégration régionale plus poussée. Il a été président de la Zambie de l'indépendance en 1964 jusqu'en 1991, et a accueilli le sommet historique d'avril 1980 à Lusaka, qui a créé la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) et la Communauté qui en est issue, connue sous le nom de SADC. Le Dr Kaunda, plus connu sous le nom de KK, est décédé le 17 juin 2021 à Lusaka. □



"Si vous ne connaissez pas votre histoire, vous ne savez pas où vous allez".

Sir Seretse Khama, Président fondateur de la République du Botswana et un des fondateurs de la SADC.

On le voit à Lusaka, le 1er avril 1980, en train de signer la déclaration Afrique australe: Vers la libération économique, lors du Sommet de la fondation de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADC), qui est devenue la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) en 1992. Le Botswana accueille le secrétariat de la SADC à Gaborone.

### JOURS FÉRIÉS DANS LA SADC

Août- Octobre 2021

1 Août	Fête parents	RDC
2 Août	Fête des agriculteurs	Zambie
8 Août	Nane Journée des paysans	Tanzanie
9 Août	Journée Nationale de la Femme	Afrique du Sud
	Fête des Héros	Zimbabwe
10 Août	Fête des Forces de défense	Zimbabwe
	Muharram	Comoros
15 Août	Fête de l'Ascension	Madagascar, Seychelles
17 Août	Journée de la SADC*	All
26 Août	Fête des Héros	Namibia
4 Septembre	Umhlanga La danse des roseaux	Eswatini
6 Septembre	Journée de l'Indépendance	
	/Somhlolo	Eswatini
7 Septembre	Jour de la Victoire	Mozambique
11 Septembre	Ganesh Chaturthi	Mauritius
17 Septembre	Journée nationale des Héros	Angola
24 Septembre	Fête du patrimoine	South Africa
25 Septembre	Journée des forces armées	Mozambique
30 Septembre	Journée du Botswana	Botswana
4 Octobre	Jour de l'Indépendance	Lesotho
	Journée de la paix et de la réconciliation nationale	Mozambique
14 Octobre	Journée Mwalimu Nyerere	Tanzanie
15 Octobre	La Fête des Mères	Malawi
18 Octobre	Journée nationale de prière	Zambie
19 Octobre	L'anniversaire du Prophète	Comoros
	Journée Maulid	Tanzanie
24 Octobre	Jour de l'Indépendance	Zambie

\* La Journée de la SADC n'est pas un jour férié mais une commémoration de la signature du Traité de la SADC le 17 août 1992